

Congr•s d'Žpartemental du PCF: les communistes tournŽs vers l'Őavenir

Page 4 et 5

Les Nouve l es

de Loire Atlantique

Bimensuel ŽditŽ
par la FŽdŽration
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Fran•ais



Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

NumŽro 950

14 fŽvrier 2013

prix : 0,70E

36 e Congr•s

Ç Le changement
est la solution È

2

TŽmoignages de congressistes

3

Campagne anti austŽritŽ

Adoptez de nouvelles
mesures en urgence

6

Arcelor - Basse Indre

Construire un avenir durable

6

La mŽtropolisation en question

Par Yann
Vince ; prŽ-
sident du
groupe
communiste
^ Nantes
MŽtrop™le

7

La guerre monétaire se profile à l'horizon...

« Mis à rude épreuve pendant quatre ans, parfois menacé de disparition, l'euro affiche désormais une santé de fer » (Ouest France du 7 Février). **Comment expliquer le renchérissement de l'euro, alors que les économies européennes sont au plus bas et que les investissements sont en baisse ? C'est que les spéculateurs y trouvent leur compte !** La crise du capitalisme touche toutes les économies et 2013 sera sans doute l'année la plus difficile à l'échelle mondiale. Chacun va chercher à conquérir des marchés en effectuant **des dévaluations « compétitives » de leur monnaie, exportant le chômage chez les autres. Le coup est parti du Japon.** La chute de ses exportations, malmenées par la crise de l'endettement en Europe, la cherté du Yen, le ralentissement de l'activité mondiale et le coût des importations de gaz pour compenser l'arrêt des centrales nucléaires, a conduit le nouveau gouvernement à fortement déprécier sa monnaie (- 20% en quelques mois). **La « mobilité des capitaux » vers les plus cotées ne fait que commencer.**

L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

"Il y a de quoi rêver et de quoi serrer les poings, alors rêvons et serrons les poings camarades!" C'est sur ces vers d'Aragon que Pierre Laurent, réélu secrétaire national a conclu le 36ème congrès du Parti communiste français. Un beau congrès, coloré, fraternel, émouvant parfois... vivant, tout simplement ! A Aubervilliers, « la force du partage » n'était pas qu'un slogan. Avec les salariés en lutte, de l'hôpital ou d'Arcelor qui ont ouvert le meeting. Avec les dizaines de délégations internationales, l'ambassadeur de Palestine, une artiste Kurde, un émissaire du PT Brésilien au pouvoir, un universitaire malien... Avec toute la gauche qui a répondu à l'invitation du PCF pour confronter et échanger.

Et peut-on vraiment imaginer qu'un simple hasard de calendrier provoque l'annonce présidentielle d'une loi sur les licenciements boursiers à peine 24 H 00 après que le secrétaire national du PCF en fasse une des 3 priorités du moment dans son discours de clôture ? Et la campagne du Front de Gauche contre l'austérité ne fait que commencer.

Oui, la Force du partage est en marche et déterminée à avancer sans se préoccuper des persifflages d'une poignée de journalistes relayant une dépêche AFP faisant de la présence de la faucille et du marteau

sur la carte du parti le

seul enjeu du congrès sans avoir rien

écouté à ce que mettaient en débat les centaines de délégués présents. Eux voulaient exprimer leurs révoltes, chercher des solutions, témoigner de leurs expériences de rassemblement, définir ensemble ce que nous voulons faire pendant les 3 prochaines années.

Rêver, serrer les poings, partager, rassembler... Etre utiles surtout, voilà notre seule boussole. Les urgences sont là et la tâche est considérable à l'heure où l'Europe se voit dotée d'un nouveau budget d'austérité. Nous voulons tout à la fois partir du réel, apporter des avancées concrètes, quotidiennes, et définir une stratégie plus internationaliste que jamais. Nous voulons étendre et rendre plus fertiles encore les champs du possible avec un communisme de nouvelle génération.

Essayer de rallumer les étoiles avec Apollinaire parce qu'Eluard indiquait qu'un rêve sans étoile est un rêve oublié. Oui, nous sommes de ceux qui rêvent plus fort encore lorsqu'on les invite à la résignation. De ceux qui serrent les poings plus forts encore lorsqu'on les invite à l'acceptation d'un avenir de moins en moins digne. Alors oui, rêvons, serrons les poings et continuons d'avancer... Ensemble !

« Le changement est la solution, pas le problème »

Dans son rapport d'ouverture du congrès, Pierre Laurent a appelé à « rassembler dans l'action » tous les électeurs et toutes les forces de gauche attachés au changement sans attendre les élections municipales de 2014.

« Ceux qui espèrent nous ramener dans le giron de l'austérité mènent un combat perdu d'avance », tout comme « ceux qui espèrent nous entraîner dans une politique de division des forces du changement alors qu'il est urgent, au contraire, de les rassembler ». Dans son rapport introductif au 36e Congrès, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a refusé le pseudo- « choix » -dans lequel on tente d'enfermer le PCF, entre la majorité de gauche, élue au printemps dernier avec son concours, et « l'opposition ». « Les questions que nous adressons sont de plus en plus en phase avec celles que se pose une majorité des électeurs de gauche, a répliqué Pierre Laurent. Nous nous sentons au centre de gravité de cette majorité populaire, et nous continuons à porter ses espoirs de changement. L'urgence n'est donc surtout pas à ériger des barrières entre toutes ces femmes et tous ces hommes qui se questionnent sur la situation. Elle est à les rassembler dans l'action », a-t-il souligné, estimant que « le changement, c'est la solution, pas le problème ». Dès lors, « que faire ? Comment agir ? » Pour lui, « c'est la question clé de 2013. La situation n'est plus la même que pendant la campagne présidentielle », et des millions de salariés « se demandent à présent comment agir pour gagner le changement ». Pour Pierre Laurent, la dynamique du Front de gauche « doit être résolument tournée vers tous ces salariés ». Le dirigeant communiste a donc lancé un « appel solennel » à « toutes

celles et tous ceux qui voulaient le changement au printemps dernier et quel qu'ait été leur vote, à s'engager sans tarder sur ce chemin du rassemblement le plus large possible pour des solutions de gauche, à la crise ». « Aux forces politiques de gauche, aux militants socialistes » écologistes, aux républicains, aux forces de progrès, nous disons : ce sont les décisions actuelles du gouvernement qui affaiblissent la gauche », la réussite étant au prix du « rejet » des « dogmes libéraux ». S'il serait donc « fou d'enjamber l'année qui vient » selon Pierre Laurent, il a insisté sur « la place particulière » -que les municipales de mars 2014 tiendront « dans la bataille pour des solutions de progrès à la crise », « Pas question de minimiser une telle élection », non par « défense d'une boutique électorale », mais parce que les communes se trouvent « au cœur de la bataille » : « Austérité ou réponses aux besoins sociaux, c'est là que les contradictions vont se cristalliser ; là que des résistances larges peuvent se construire », Le PCF, a-t-il poursuivi, abordera cette échéance « à partir d'un seul critère : comment construire des majorités municipales (...) utiles au progrès social », sur la base de projets construits par « le débat public », Quant aux alliances à nouer, « notre cap sera clair », a encore indiqué Pierre Laurent : « Tout faire pour empêcher la droite et l'extrême droite de faire main basse sur les communes », et créer pour cela « les conditions de majorités de gauche dans lesquelles le poids de nos propositions » et « la place des élus communistes et du Front de gauche soient le plus important possible »

Sébastien Crépel
L'Humanité du 08/02/2013

De vous à moi

Le rendez-vous devant les députés européens à Strasbourg, était prévu en novembre 2012. Ce n'était pas vraiment le bon moment ! Dès juin Hollande a multiplié les gages de soumission à l'ordre social-libéral : ratification du traité sans renégociation, respect des critères de Maastricht pour le déficit public en 2013, pacte de compétitivité, accord Medef-Cfdt... C'est bien le même qui à deux jours du Conseil européen est venu « cajoler » les eurodéputés qui menacent de mettre leur veto à un budget jugé trop étrié. « Faire des économies, oui, affaiblir l'économie, non ». C'est qu'il a le sens de la formule le François ! Car aujourd'hui plus personne ne peut dire « je ne savais pas que cette politique d'austérité conduisait l'Europe toute entière dans le mur, de la dépression économique et du chômage de masse ». Beaucoup à gauche s'interrogent sur sa capacité à prendre le bon cap pour la France. Nous allons l'y aider !

← TROP LONG, PAS DE PHOTO

En bref

1943-2013 : 70^e anniversaire de Stalingrad : l'espoir change de camp !

Le 2 février 1943 marque le tournant de la seconde guerre mondiale avec la première défaite conséquente des armées hitlériennes sur le front russe. Les alliés, les résistants et les communistes du monde entier témoignent de leur reconnaissance au peuple soviétique. **Bien avant la victoire, l'Humanité clandestine salue l'armée rouge et appelle tous les résistants à l'unité d'action. Désormais l'espoir a changé de camp !**

Japon : l'ambassadeur chinois convoqué...

Pour lui signifier la protestation de Tokyo après l'entrée de navires chinois dans les eaux territoriales des îles Senkaku, revendiquées par Pékin sous le nom de Diaoyu. **Considéré comme un « faucon », le premier ministre japonais met en avant la montée des périls régionaux pour revenir sur l'article 9 de la constitution, qui affirme solennellement que « le peuple japonais renonce à jamais à la guerre » et faire des forces d'autodéfense une armée « normale ».**

La reprise solide a déraillé !

Pour l'année 2012, les investissements étrangers directs ont reculé de 18 %, lié au climat d'incertitude aux Etats-Unis, au Japon, et en Europe. **« Nous pensions que nous étions sur la voie d'une reprise solide, mais elle a déraillé »** déclare le responsable de la division concernée à l'ONU. Tout cela n'empêche pas le président de nous expliquer que le pire est derrière nous...

Sale temps pour les agences de notation américaine...

Standard & Poor's est en passe d'être rattrapée par la crise des « subprimes ». **Avant l'éclatement de la crise, l'agence avait conservé la meilleure notation à des produits financiers qui se sont révélés « pourris ».** La justice Fédérale américaine pourrait exiger une amende de plus de cinq milliards de \$ L'action de S&P a chuté en conséquence de 24% en deux séances à Wall Street. Celle de Moody's, sa concurrente, a perdu 18,5%.

Rappelons que l'éclatement de la bulle spéculative s'est soldé par 2100 milliards de \$ de pertes pour les investisseurs à travers le monde. Quand même le capitalisme, c'est un système qui gaspille un max...

Le 36^e congrès du Parti Communiste Français s'est tenu du 7 au 10 février dernier à Aubervilliers.

La Loire-Atlantique comptait une délégation de neuf membres parmi lesquels : Nicolas CARREY, Sévim FONTAINE, Raymond LE DAHERON, Gauthier LORTHIOIS en remplacement de Marie-Annick BENÂTRE, Véronique MAHE, Pedro MAIA, Mireille PERNOT, Robin SALECROIX, Aymeric SEASSAU.

L'écho du congrès

3

Parole de délégué(e)s

Véronique MAHE

Co-coordinatrice
de la section de Brière

L'intervention de Marie Georges Buffet qui, à l'issue de 11 jours de débats ardues à l'Assemblée Nationale, nous a fait partager sa fierté d'avoir participé activement à l'adoption du texte sur le mariage pour tous. Pendant 11 jours, la droite a opposé à la politique des droits la loi de la nature, réduisant le mariage à la seule procréation. Face aux discours sexistes, les parlementaires FDG ont défendu le droit à un projet de vie commun. Il ne s'agit pas d'une parenthèse, cette loi parle d'égalité pour tous, elle est tout le sens de notre combat révolutionnaire. Nos élus ont désormais d'autres combats à mener : le refus de l'accord « Medef-CFDT », l'amélioration du projet de refondation de l'école. Leurs interventions ont démontré leur détermination à être utiles et à travailler pour le changement tout de suite.

Sévim FONTAINE

Section de Nantes

La solidarité internationale est un des fondements de l'identité communiste et ce congrès l'a parfaitement illustré. Nous avons salué la présence de plus de 100 délégations de partis et d'organisations amies. Les travaux ont été ponctués de nombreuses interventions dont l'émouvant chant à la mémoire de Rojbin, Sakine et Leyla, les trois militantes

kurdes assassinées récemment à Paris. Cet hommage a été suivi par la prise de parole du député kurde Sélahattin Dermatas sur la nécessité de faire respecter les droits et libertés fondamentaux dont celui de l'auto-détermination des peuples. Fatima Ramadan, révolutionnaire égyptienne nous a fait part du combat en cours contre les restes de l'ancien pouvoir et contre les religieux pour la justice sociale et les droits de la femme.

Les Membres du Conseil National de Loire-Atlantique

Raymond LEDAHERON

Section de Brière

Un moment fort fut l'accueil d'une trentaine de délégués d'entreprises actuellement en lutte. Ceux-ci ont été ovationnés par 800 délégués parmi lesquels un nombre impressionnant de jeunes, ce qui fait énormément plaisir (non le Parti n'est pas mort !). Ce phénomène participera largement à ce que Pierre Laurent appelle le « Parti de nouvelle génération ». Ils sont venus nous rappeler l'accord très régressif « Medef-CFDT » signé dernièrement par 3 syndicats non majoritaires. Jusqu'au bout le Medef et Me Parisot mettent la pression sur le gouvernement pour imposer des mesures anti-salariales. La gauche ne peut pas prendre la responsabilité de faire de cet accord une loi, elle n'a pas été élue pour ça ! Nos parlementaires Front de Gauche s'opposent à cette offensive du Medef et du patronat et donc à cet accord ne tenant aucun compte des attentes exprimées par les salariés en mai dernier.

Gauthier LORTHIOIS

Secrétaire de section du Pays de Retz

Le travail en ruche, c'est-à-dire en groupes d'une dizaine de camarades m'a semblé très bien illustrer l'état d'esprit général de nos travaux. Dans le thème « Donner un nouvel élan au PCF », l'attachement au parti, à ses conquêtes et au renouvellement dans le renforcement font l'unanimité. La mise en valeur des talents de chacun, ne prenant en compte

ce qui motive doit enrichir notre militantisme. L'édition de plaquettes et les stages décentralisés sur les pratiques peuvent venir accompagner, par la formation, les nombreuses prises de responsabilités. Nous devons rendre la mise en œuvre des décisions majoritaires plus inclusive afin de la rendre plus efficace. L'optimisme conquérant de l'ensemble des camarades est très motivant pour les combats et échéances à venir.

La fédération de Loire-Atlantique du PCF compte désormais trois de ses responsables au Conseil National du PCF

Deux nouveaux entrants : **Véronique Mahé**, Conseillère Régionale, Conseillère municipale de Saint-Joachim et co-coordinatrice de la section de Brière

Aymeric SEASSAU, A nouveau réélu Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF, Conseiller Régional. Il participait déjà au CN en qualité de Secrétaire fédéral sans toutefois avoir droit de vote, il sera désormais membre à part entière.

Et **Michel RICA**, responsable national à la vie du parti. C'est donc trois membres au CN que compte désormais la Loire-Atlantique contre deux auparavant. Il est à noter que Mireille Pernot n'a pas souhaité reconduire son mandat.

Michel Rica

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

UNE FORCE

129125

C'est le nombre de militants communistes dont 58,22% d'hommes et 41,78 de femmes

7000

C'est le nombre de nouveau adhérents en 2012 dont près de 40% ont moins de 30 ans.

8365

C'est le nombre d'élus du Parti Communiste Français dont 8007 élus municipaux, 235 conseiller généraux, 94 conseillers régionaux, 7 députés, 19 sénateurs, 3 députés au parlement européen.

LE CONGRES

806

C'est le nombre des délégués des fédérations présents au 36^e congrès

Parole de Secrétaire National

« La novation communiste est le défi de l'humanité entière, le monde doit se réinventer s'il veut sortir de la crise du capitalisme. »

« Nous voulions que ce congrès soit celui de la novation communiste. C'est le défi de l'Humanité entière, celui du siècle dans lequel nous sommes entrés. Le monde entier doit se réinventer s'il veut sortir de la crise dans laquelle le capitalisme mondialisé l'a enfoncé. Nous avons entendu cette exigence de mille et une manières. »

« Nous sommes un parti en plein mouvement, en plein renouvellement, en plein nouveau. »

« Avec l'ensemble des communistes, avec l'ensemble des très nombreuses forces disponibles dans toutes les sociétés, avec toute les forces internationales, nous devons engager dans la durée à la reconstruction de ce grand projet communiste de nouvelle génération. »

« Nous ne sommes pas décidés à attendre et nous ne voulons pas laisser la résignation, le renouveau, l'impuissance gagner du terrain. L'appel de notre congrès est clair (...). A toutes celles et tous ceux qui ont voulu le changement au printemps dernier nous disons : remobilisation générale »

La nouvelle direction départementale :

SEASSAU Aymeric : 35 ans, Secrétaire Départemental du PCF, Nantes

AOUSTIN Philippe : 54 ans, syndicaliste de la fonction publique territoriale, Saint-Malo-de-Guersac

AUFORT Claude : 75 ans, ingénieur retraité, Besné. AUTES Erwan : 31 ans, fonctionnaire, Rezé. BENATRE Marie Annick : 58 ans, Adjointe au Maire de Nantes. BERLAND Marc : 26 ans, privé d'emploi, Nantes. BIZEUL Emmanuelle : 56 ans, institutrice, Conseillère Municipale de Saint-Nazaire. BONTEMPS Gilles : 61 ans, Docker retraité, Vice Président du Conseil Régional, Nantes. BROUSSE Estelle : 26 ans, Etudiante, Nantes. CABON Françoise : 64 ans, Secrétaire de la section de Presqu'île, Pornichet. CARREY Nicolas : 26 ans, militant syndical, Saint-Nazaire. CHAPEAU Patrice : 46 ans, éducateur, Le Cellier. DAVID Fabrice : 33 ans, responsable syndical, Saint-Nazaire. DELAHAIE Hubert : 68 ans, Président du groupe communiste à la CARENE, Montoir-de-Bretagne. DELAHAIE Marie Christine : Retraîtée de l'éducation nationale, Montoir-de-Bretagne. DENIS Philippe : 53 ans, Président du groupe communiste au Conseil Régional, Saint Joachim. DEVEDEC Yves : 44 ans, militant syndical Airbus Nantes, Bouaye. FLEURIMONT Sandrine : 47 ans, commerciale, Adjointe au Maire de Saint-Herblain. FROMONTEIL Jean Pierre : 58 ans, contrôleur aérien retraité, Saint-Herblain. GOUTY Michel : 63 ans, Enseignant retraité, Vertou. GUIET Stéphane : 42 ans, Secrétaire de la section des Trois Rivières, Adjoint au Maire de Blain. GUILLE Marcel : 65 ans, responsable d'une union syndicale de retraités, Basse Goulaine. GUILLOU Stéphane : 52 ans, Syndicaliste à Pôle Emploi, Secrétaire de la section de Rezé Sud Loire, Saint-Sébastien. JUSTY Marc : 70 ans, président de l'Association Des Elus Communistes et Républicain de Loire-Atlantique (ADEC 44), Conseiller municipal de Saint-Joachim

LE DAHERON Raymond : 56 ans, Adjoint au Maire de Trignac. LORTHIOIS Gauthier : 25 ans, étudiant salarié, Arthon en Retz. MAHE Véronique : 51 ans, secrétaire médicale, Conseillère Régionale, Conseillère municipale de Saint-Joachim. MAHE Sabine : 43 ans, Maire de Trignac. MAIA Pedro : 34 ans, Secrétaire de la section de Loire et Sèvre, Gorges. MAURICE André : 65 ans, Enseignant retraité, Nantes

PERNOT Mireille : 54 ans, Adjointe au Maire de Rezé. RENEVOT Yvon : 42 ans, enseignant, Secrétaire de la section de Saint-Nazaire. RICA Michel : 56 ans, responsable national à la vie du parti du PCF, Nantes. ROBIN Marie Claude : 56 ans, responsable syndicale départementale, Basse-Goulaine. ROUGE Catherine : 56 ans, enseignante, Saint-Nazaire. SALECROIX Robin : 21 ans, Secrétaire départemental du Mouvement des Jeunes Communistes de France, Nantes. SAUVETRE Céline : 31 ans, chargée de mission, Clisson. TESSIER Remi : 58 ans, syndicaliste mutualiste, Carquefou. TURMEAU Jérôme : 34 ans, Secrétaire de la section de Nantes. VILLEMAINE Valérie : 48 ans, secrétaire comptable, Bouguenais

Les communistes tournés vers l'avenir

Du 1^{er} au 3 février derniers, les communistes de Loire-Atlantique ont tenu leur congrès départemental. Un congrès riche avec une implication des délégués autant pour donner leur point de vue sur la situa-

tion politique, économique et sociale présente que pour amender et améliorer la base commune de discussion : « *Il est grand temps de rallumer les étoiles* ».

Dès le vendredi soir lors du débat général, deux questions d'actualité sont dans les têtes : la situation au Mali et celle des chantiers navals de Saint-Nazaire.

La question complexe de l'intervention au Mali a suscité un long débat qui s'est d'ailleurs poursuivi lors des travaux sur le texte. Entre le refus de la guerre et l'attachement des camarades à la paix est aussi soulignée la situation de terreur dans laquelle vivaient les populations du nord Mali. **Pour tous, l'urgence est à la résolution politique du conflit, solution qui ne peut-être que celle du peuple malien lui-même.**

Plus local, mais tous aussi important pour les populations du bassin d'emploi nazairien (et au-delà) : la situation des chantiers navals de Saint-Nazaire. La navale est à la croisée des chemins. Les communistes de Loire-Atlantique veulent tout faire pour engager le chantier sur la voie de la diversification en gagnant par exemple les commandes de Ferries pour la SNCM. Ils restent mobilisés pour construire le projet industriel d'avenir et mettre STX devant ses responsabilités sociales et économiques. La commande Oasis doit profiter à l'emploi et aux salaires, à STX et chez les sous-traitants. Après de nombreuses initiatives (Appel « des 50 », lettre pétition de la cellule de Pontchâteau, tracts de la section de Saint-Nazaire), décision est prise d'engager une nouvelle campagne dans ce sens.

Un état des lieux local, qui fait écho à l'urgence sociale dans le pays qui rend nécessaire la mise en œuvre d'une politique

nationale industrielle favorisant les filières stratégiques et les relocalisations en articulant la réorientation du crédit avec un pôle public bancaire, et de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés. A

Aubervilliers, les congressistes ont enrichi dans ce sens le projet communiste, en lien avec la planification écologique.

En Loire-Atlantique, de nombreux débats ont été engagés par les délégués qui ont voulu approfondir sur la fracture socio-territoriale et le phénomène de périurbanisation qui exclu une grande partie des populations, souvent populaires, de la vie économique comme des centres de décision. De même, l'apport des nouvelles technologies et leur place nouvelle dans le rapport au travail a été discuté.

Concernant la situation politique, les congressistes ont choisi après débat d'adopter un vœu (voir ci-contre) : De la nécessité de la campagne contre l'austérité pour gagner un changement de cap à gauche, à celle de l'élargissement du Front de Gauche et de sa place dans la gauche.

Les discussions se sont enfin poursuivies autour du Parti communiste français, de son passé comme de son avenir, précisant notamment l'apport singulier des communistes de France à l'Histoire nationale.

Il a aussi été demandé qu'une place importante soit faite dans le texte à la place et au rôle des adhérent(e)s et militant(e)s au premier rang desquel(le)s, les femmes, les délégués de Loire-Atlantique demandant notamment que le texte « le féminisme ne tue pas » soit mieux intégré dans les travaux.

Enrichis par trois jours de débats fraternels pour se doter d'orientation riches et concrètes pour changer la donne, c'est rassemblés et tournés vers l'avenir que les communistes ont conclu leurs travaux de congrès.

Rapport d'introduction au Congrès départemental, par Aymeric SEASSAU (extraits)

relâche, une autre voix, maintenant ferme un idéal remis sans cesse à l'épreuve des enjeux de son temps. Oui, heureusement qu'il y'avait des communistes français organisés dans un parti.

...La campagne sur l'austérité est maintenant engagée... Elle doit reposer sur **deux dimensions indissociables...**

La première est de mener une campagne de conviction qu'une alternative est possible, que nous avons des propositions pour sortir de l'austérité et de la crise

Deuxième axe essentiel : notre campagne doit être une campagne de rassemblement et ce avec et bien au delà des forces du Front de gauche...

A ce titre, l'expérience de la manifestation du 30 septembre contre l'austérité en Europe est une expérience précieuse...

Rassembler donc localement, largement à partir de propositions d'actions concrètes : rassemblements, réunions, meetings, votations citoyennes toutes les formes sont bonnes pourvu qu'elles rassemblent.

Pour cela les assemblées citoyennes sont un espace utile...

Non, le Front de Gauche n'est pas un creuset pour aller vers un parti nouveau. L'inquiétude a touché des communistes, elle était légitime dès lors que plusieurs de nos partenaires l'affichaient clairement comme un objectif...

Une fois cette hypothèse écartée, il faut gagner l'investissement populaire et donner au front de gauche les outils pour continuer à s'élargir...

.../... Depuis le congrès statutaire de 2008, le renouveau de notre Parti, **le Parti Communiste Français est de mieux en mieux perçu.** Cela s'est constaté aussi en Loire-Atlantique, cela s'est vu dans les campagnes et dans le meilleur intérêt que nous ont prêtés les médias locaux même si de ce point de vue, il reste énormément à faire. Cela s'est confirmé par les résultats des candidats que nous avons présentés aux différentes élections et qui ont obtenu des résultats significatifs...

...L'aggravation de la crise et la confirmation, huit mois après l'élection de François Hollande, d'orientations gouvernementales qui ne permettront pas d'en sortir, donnent au Parti communiste, comme à toutes les forces sociales et politiques qui n'entendent pas renoncer au changement, une responsabilité accrue. Et les responsabilités, les communistes français sont accoutumés à les prendre face à l'histoire. Et heureusement que du long XX^e siècle au XXI^e qui s'ouvre sur une crise systémique du capitalisme sans précédent, **il y a toujours eu des communistes pour faire entendre, sans**

De nouveaux Secrétaires de section

A l'occasion des congrès de section, quatre d'entre elles ont changé de responsables :

La section de **Rezé Sud Loire** avec comme nouveau secrétaire de section Stéphane Guillou dans une section au territoire élargi à la ville de Saint-Sébastien.

La Section **Saint-Herblain Gèvres** et Cens où Jean-Pierre Fromonteil remplace Sandrine Fleurimont.

La section de Brière animée par une direction collégiale autour de Philippe Aoustin et de Véronique Mahé.

Et enfin la section du **Pays de Retz** qui sera désormais animée par Gauthier Lorthiois.

de la fédération de Loire-Atlantique

5

Gagner le changement : Vœu du congrès

Afin de donner une visibilité à l'ensemble des discussions qui ont émaillées les congrès de section sur la seconde partie du texte consacrée aux moyens de gagner le changement, le congrès départemental a adopté un vœu dans lequel il est précisé que **le changement ne peut plus attendre et que toute l'action des communistes est de le rendre effectif**. Pour ce faire, il est proposé d'ouvrir en grand le débat à gauche, avec la population et l'appui que représentent les luttes sociales.

Un combat dans lequel les votes de nos élus parlementaires aident en créant des repères **sur ce qu'une politique de gauche devrait être**, reste encore, cependant, à modifier les rapports de force sur les contenus du changement afin de déboucher sur des solutions progressistes à la crise actuelle.

Il est rappelé dans ce vœu qu'une **étape importante est celle de la campagne du Front de Gauche contre les politiques d'austérité**. Une campagne qui plus largement **doit nous permettre de gagner l'idée qu'une autre politique est possible et que la gauche peut la mettre en place**. Une campagne qui doit rassembler le plus largement possible tous ceux qui souffrent de la crise.

Dans ce vœu, il est également précisé que les **communistes veulent favoriser l'intervention citoyenne et engager les dynamiques de rassemblement nécessaires**. Une démarche à suivre avec le **Front de Gauche afin de construire un mouvement d'ampleur** et mener la confrontation à gauche, pour la rassembler.

Est rappelée la **volonté d'élargissement populaire du Front de Gauche** en favorisant l'élaboration coopérative dans le respect de toutes les organisations le composant et la souveraineté de chacune d'entre elle.

Enfin **est pris l'engagement de rentrer avec détermination dans cette bataille contre l'austérité et de prendre toutes les initiatives pour que toutes celles et tous ceux qui sont disponibles à gauche puissent se retrouver en Loire-Atlantique pour ne pas compromettre le changement et construire une alternative sérieuse à gauche**.

Des réunions régulières se tiennent ou chaque organisation présente en Loire-Atlantique (PCF/PG/GU/GA/alternatifs) est représentée. Nous fonctionnons au consensus. Ce qui est contraignant mais oblige chacun à cheminer avec les autres.

Sans doute y-a-t-il des formes nouvelles de coopérations, d'échanges, des manières nouvelles de faire de la politique, ces formes ne peuvent se construire que localement et non pas guidées d'en haut...

Le 20 Avril, nous réunirons à Nantes des rencontres citoyennes du Front de Gauche.

Notre stratégie de rassemblement avec le Front de gauche est aujourd'hui à un point crucial ; Nous ressentons tous la difficulté de relancer une dynamique...

Il ne s'agit pas simplement de préparer les prochaines échéances électorales, mais de donner des clés, d'engager la bataille idéologique et politique dans le combat de classe qui fait rage aujourd'hui...

En 2014 auront lieu les élections municipales, européennes et sénatoriales. Au delà de la question des alliances, il s'agit de cerner les enjeux politiques majeurs et structurants de ses élections...

La commune, premier échelon de la démocratie, de la solidarité et de la république est fortement attaquée. Avec les municipales dans un an, **engageons dès aujourd'hui la bataille du contenu** dans une démarche d'élaboration

Avec les partenaires syndicaux, associatifs, politiques : Rester mobilisés ensemble ?

Temps forts du 36° congrès du PCF : De Saint-Herblain à Aubervilliers, de très nombreux responsables syndicaux et associatifs, militants des organisations du

Front de Gauche et responsables de l'ensemble des forces de gauche ont répondu à l'invitation des communistes.

Accueillis dans une salle bien remplie à la Carrière Le secrétaire départemental Aymeric Seassau a souligné la volonté des communistes de renforcer les liens « /.../ Nous avons l'habitude de nous retrouver dans des mobilisations, dans des collectifs. Ici, toute la gauche est rassemblée... Dans la même pièce, et c'est déjà beaucoup par les temps qui courent. /.../

Ensemble, nous nous sommes mobilisés pour la navale. Pouvons nous gagner ensemble le projet industriel d'avenir dont la navale a besoin et nous rassembler pour que STX prenne toute ses responsabilités sociales et économiques ? /.../

Des forces considérables sont rassemblées pour empêcher tout changement. Et bien nous disons qu'il faut gagner les mobilisations nécessaires pour les mettre en échec.

La participation aux manifestations pour **le soutien au projet de loi pour le mariage pour tous** témoigne que nous pouvons mobiliser largement face aux ennemis du changement... C'est ce que nous voulons faire, en écho aux luttes et au mouvement social. Nous pouvons par exemple mettre en œuvre demain une loi contre les licenciements boursiers. Elle est prête, elle a été votée au sénat en 2012 par les groupes communistes, socialistes et écologiques. Elle est désormais appuyée par 7 majorités régionales dont celle des Pays de la Loire./.../

Nous voulons engager cette grande confrontation à gauche et gagner dès aujourd'hui, dans l'action des avancées concrètes. C'est tout le sens de la campagne contre l'austérité que nous lançons avec le Front de Gauche».

populaire et citoyenne... Engageons dans le débat des projets locaux sur les transports, la culture, le logement, les services publics... Alors qu'ici où là avancent des projets de primaires pour déterminer tel ou tel tête de liste socialiste, **soyons les artisans des primaires du projet...** Mais ayons une assurance : La contradiction n'est pas dans notre camp. Engageons la confrontation en grand, c'est ce que font nos élus dans les institutions, engageons une démarche citoyenne...

Les élections européennes interviendront en mai 2014 ; Il y a fort à parier que la crise ne sera pas derrière nous...Là encore, la question centrale ne peut être celle du simple rapport de force avec le PS, mais bien celui engagé entre le monde du travail et le capital à l'échelle de l'union européenne.

... L'espace de rassemblement que nous avons initié avec le Front de Gauche témoigne des dynamiques de rassemblements possibles et d'efficacité dans la bataille d'idées.

Il nous manque désormais la capacité à faire œuvre utile en gagnant des avancées concrètes qui nécessitent de peser dans les luttes comme dans les institutions et en changeant le rapport des forces idéologiques à gauche. Encore une fois, c'est tout le sens de la bataille contre l'austérité.

.../...

Ils ont dit

Sévim Fontaine
Section de Nantes

« **y a pas de frontière pour militer...** avant la France, en Turquie j'ai milité... aujourd'hui c'est la prolongation d'hier... là où je suis, je mène la lutte, dans le syndicat... sans oublier la solidarité avec celles et ceux qui se battent dans mon pays... c'est pareil. Y a pas de différence ».

Henry Moysan
Section de Nantes

« Ce qu'il faut pour les prochaines municipales,...c'est pas seulement retrouver notre nombre d'élus...c'est en gagner des nouveaux !

Comme pour les adhérents. Faut pas se contenter de ceux qu'on a... On vieillit tous...y compris moi ! Alors faut faire de nouvelles adhésions.

Pour ça faut être au plus près des gens... Leur parler de leur vie de tous les jours, leur dire nos propositions de communistes...

Pour ça à la cellule depuis des années...nous avons notre petit journal l'Echo des Dervallières, que nous tirons à 2200 exemplaires et que nous distribuons au porte à porte, trois à quatre fois par an. Le dernier numéro de l'année, on propose aux locataires de donner ce qu'ils veulent. C'est rare qui nous donnent pas quelque chose...ça fait pas loin de 1000 euros !...ce qui nous payent notre journal.

Quand le journal sort on invite la presse régionale. A chaque fois on a un article dans Ouest France.

C'est comme la souscription... c'est surtout aux non-communistes qu'il faut demander, c'est comme ça qu'on gagne des sympathisants, des électeurs et que les gens finissent par nous rejoindre ».

Adresse au Président de la République :

Les cinq années passées sous Sarkozy sont un désastre pour le monde du travail et les militants progressistes. Aucune spécificité sociale française n'aura échappé au rouleau compresseur libéral. Beaucoup de nos concitoyens se sont légitimement engagés, pour faire respecter des droits fondamentaux, (emploi, logement, services publics, protection sociale, environnement...) Alors qu'ils défendaient l'intérêt général, nombre d'entre eux ont fait l'objet de sanctions pénales, disciplinaires, licenciements. Un projet de loi pour l'amnistie des syndicalistes sera examiné au sénat fin février sur proposition des sénateurs communistes. Signez la pétition pour l'amnistie !

Vite, abrogation de la journée de carence !

Un an après sa mise en place par le gouvernement de droite, la journée de carence en cas d'arrêt maladie ordinaire confirme son caractère inique, injuste et inefficace. Pénaliser financièrement les agents malades n'a jamais rendu la santé à qui que ce soit. Il serait plus judicieux de développer une médecine de prévention de qualité. Le nouveau gouvernement s'était engagé à abroger ce dispositif qualifié par la Ministre, Marylise Lebranchu, d'« insidieux, purement politique, destiné à stigmatiser les fonctionnaires » L'Association des Elus Communistes et Républicains appelle tous les élus locaux, les parlementaires de gauche, les salariés de la fonction publique, les représentants du personnel, les syndicats à agir ensemble, pour l'abrogation de la journée de carence.

Le social au cœur

6

En bref

LA SECU EN ACTION : pour eux, pour nous

Toutes les branches de la Sécu subissent les restructurations, fusions, mutualisations à marche forcée pour des objectifs niant l'humain et la qualité du service rendu et qui ont pour nom : rentabilité financière, économies de gestion appelées pudiquement : rationalisation des moyens. Après 10 ans de restrictions budgétaires, marquées par des suppressions d'emplois, des restructurations permanentes, la perte de pouvoir d'achat, l'absence de perspective, les salariés relèvent la tête et se mobilisent d'un même mouvement pour l'amélioration de leur propre sort, mais également de celui des assurés.

Ainsi, à l'appel des Fédérations CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC et les organisations COFICT-CGT, SNFOCOS, SNPDS-CFDT, SNADEOS-CFTC, SNPDOSS-CGC, les personnels des organismes sociaux étaient en grève le 7 février 2013 pour :

- ⇒ l'augmentation de la valeur du point,
- ⇒ la négociation de la classification,
- ⇒ la liberté de négocier hors RMPP,
- ⇒ l'arrêt des suppressions d'emplois,
- ⇒ l'amélioration des conditions de travail,
- ⇒ le gel des restructurations, contre la mobilité forcée

A Nantes, 250 agents étaient rassemblés devant la préfecture, pour faire entendre ces revendications au nom de tous leurs collègues grévistes ce jour-là.

L'Éducation nationale mobilisée

Dans un communiqué, la CGT Educ'action précisait les raisons d'appel de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à la grève le mardi 12 février 2013 : « Le projet de loi d'orientation de l'école se place dans la continuité des mesures des gouvernements précédents en reprenant les fondements idéologiques (socle commun, livret de compétences, bac pro 3 ans, réforme du lycée...) et renforce la précarité. Ce projet de loi s'inscrit dans l'acte III de la décentralisation. Un cap supplémentaire serait franchi, avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions, ainsi que le transfert aux collectivités locales d'un certain nombre de missions incombant, dans le premier degré, à l'Éducation nationale.

AUSTERITE : POUR UNE AUTRE POLITIQUE : DES MESURES D'URGENCE !

Le Front de Gauche a contribué à la défaite de Nicolas Sarkozy. Mais, depuis 6 mois, les grands axes de la politique du gouvernement ne répondent pas aux attentes.

François Hollande et le gouvernement ont fait adopter le traité européen qui impose la restriction continue des dépenses publiques. Ils ont accordé un cadeau de 20 milliards aux grands patrons alors que notre économie souffre déjà des intérêts somptueux payés aux banques privées et des richesses accaparées par les actionnaires. Enfin, s'il ratifiait un accord sur l'emploi initié par le MEDEF, il s'engagerait sur la voie de nouvelles dégradations du code du travail.

Cette politique social-libérale va à l'échec. Toutes les politiques du même type ont échoué en Europe où les résistances populaires se développent pour une autre logique.

Le Parti Communiste Français, le Front de Gauche s'opposent à cette politique d'austérité du gouvernement Ayrault et c'est pour cela que ses parlementaires ont refusé de voter le budget. C'est aussi pourquoi ils se mettent en campagne pour faire entendre qu'une autre politique à gauche est possible, une politique qui donne la priorité aux besoins sociaux et environnementaux, une politique applicable par une majorité et un gouvernement décidé à rompre avec le libéralisme.

Une campagne qui au-delà des composantes du Front de Gauche s'adresse, à toutes celles et tous ceux qui, à gauche et dans le mouvement social, souhaitent des choix en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

DE L'ARGENT, IL Y EN A !

Des mesures immédiates pour dégager des recettes nouvelles, comme la suppression des niches fiscales sans utilité sociale, économique et écologique (à minima 42 Mds €) à commencer par les niches fiscales liées à l'impôt sur les sociétés (80 Mds €) ainsi que la taxation des revenus du capital à la hauteur des revenus du travail par une fiscalité transparente et réellement progressive avec 14 tranches et un revenu maximum à 20 fois le revenu médian (qui rapporterait au total 20 Mds €).

SALAIRES

Des mesures pour les salaires et combattre la précarité avec un SMIC à 1700 euros brut, le relèvement des minima sociaux, la limitation des CDD, la poursuite de la réduction du temps de travail (durée légale réduite, 35h réelles et retraite à 60 ans) et l'abrogation de l'ensemble des lois ayant inversé la hiérarchie des normes et affaibli le code du travail.

Sidérurgie : Construire un avenir durable

Début février, j'étais à la réunion de militants communistes de l'ensemble des sites Français **ARCELOR-MITTAL** au siège national du PCF. Le collectif présent a décidé, **à partir de chaque site**, de construire une réponse politique du PCF pour une reconquête de la filière sidérurgique nationale. De développer à partir de chaque territoire une bataille idéologique de propositions et de rassemblement, pour réorienter les politiques économiques, industrielles, sociales, avec les salariés concernés, tous les salariés, les populations et les élus locaux, car c'est l'Intérêt Général !

L'accord Gouvernement Ayrault-Mittal du 30 novembre 2012, s'inscrit dans le traité européen d'austérité démultipliée. Il met en péril

DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALAIRES

Une loi d'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises en bonne santé financière et une « sécurité sociale professionnelle » assurant aux travailleurs privés d'emploi la continuité de leurs droits, financée en partie par une nouvelle cotisation patronale. Des nationalisations démocratiques pour maintenir et transformer des filières industrielles dans le cadre d'une production nouvelle sur des critères sociaux et écologiques.

ÉCOLOGIE

La transition énergétique et la réindustrialisation par la planification écologique, en mobilisant les investissements en faveur des énergies renouvelables et du développement des transports publics ferroviaires.

BANQUES

La réorientation démocratique des banques et de la finance avec la création d'un pôle financier public, renforcé par la nationalisation des banques privées, pour financer les projets en faveur de l'emploi, du logement, des transports, des services publics, de la transition écologique.

SERVICES PUBLICS

Le développement des services publics, en créant massivement des postes de fonctionnaires dans la santé, l'éducation nationale, le logement social ou la petite enfance mais aussi la justice et la recherche.

EUROPE

Le refus d'appliquer les règles euroaustéritaires pour changer d'Europe par un processus de convergence sociale et fiscale par le haut.

les sites industriels de Basse-Indre et Florange, mais aussi tout le groupe. **Pour le dénoncer et remettre en cause**, une autre orientation industrielle du groupe Mittal doit être débattue dans chaque site et au niveau national. Se contenter de dénoncer et condamner les choix actuels du gouvernement ne suffit pas, il est nécessaire et urgent de rassembler autour d'une nouvelle perspective. **Le « redressement productif », doit se construire avec le monde du travail et les populations.**

Avenir du site de Basse-Indre. Tous les éléments : industriels, techniques, de savoir faire humain, plaident pour le maintien de ce site dans son processus de production, en intégralité, donc avec son cœur de métier (laminage et décapage). Les récentes déclarations et écrits d'anciens dirigeants d'INDRE confirment cette analyse. **Les salariés du site d'INDRE l'ont bien compris et affirmé haut et fort lors de leur mouvement en décembre dernier.** Il faut à présent rassembler toutes les forces intéressées par son maintien et sa pérennité.

Réclamée par les députés communistes depuis des années, **une commission d'enquête parlementaire** sur la sidérurgie vient d'être votée à l'assemblée. Elle va travailler 6 mois sur l'avenir de la sidérurgie. Elle est présidée par le député communiste Alain BOCQUET qui souligne à juste titre : « **C'est la mobilisation des salariés et des populations qui permettra d'avancer** sur cette grande question d'intérêt national et européen ».

Rémy TROADEC

750 millions. Dans un contexte économique de plus en plus difficile Jacques Pélissard, président de l'AMF, et André Laignel, 1er vice-président délégué, demandent, dans un courrier adressé au Premier ministre l'élaboration urgente d'un pacte financier entre l'Etat et les collectivités locales. Elles doivent effectuer leurs arbitrages financiers dans une situation marquée par la baisse des concours financiers de l'Etat, à hauteur de 750 millions d'euros par an à partir de 2014. Ces inquiétudes ne peuvent qu'être renforcées par l'impact d'une diminution supplémentaire annoncée récemment de 10 milliards d'euros des dépenses publiques des collectivités, et au-delà sur leur capacité à répondre aux enjeux de cohésion sociale de leur territoire et le soutien de l'économie.

« J'ai dénoncé le nouveau projet de « modernisation » présenté par le Gouverneur de la Banque de France. Ce projet veut la suppression de 2500 emplois, et la poursuite d'un plan d'adaptation des implantations territoriales (PAIT) remettant en cause les implantations, ainsi qu'un grand nombre des 71 caisses au service de l'entretien et de la circulation de la monnaie fiduciaire ». Déclaration récente d'A. Chassaigne à un rassemblement des salariés de la banque de France. En effet en pleine crise, les moyens de la Banque de France devraient à l'inverse lui permettre de renforcer ses actions pour répondre aux besoins des acteurs économiques et sociaux, pour soutenir l'économie et participer pleinement aux objectifs de redressement du pays.

Au cœur des collectivités

7

LA METROPOLISATION EN QUESTION

Yann Vince - Vice Président de Nantes Métropole - Président du groupe communiste

A l'heure où se dessine une nouvelle étape de la décentralisation, comment les élus communistes appréhendent-ils l'évolution des grandes agglomérations ?

Les aires urbaines se sont très largement étendues depuis la seconde guerre mondiale. Un modèle d'évolution capitaliste a prévalu depuis lors, en particulier avec les métropoles d'équilibre créées en 1962, selon le même schéma que Paris. Ce modèle, qui a présidé à la création des premières communautés urbaines en France – c'est le cas avec Bordeaux – est celui de métropoles concurrentes. Il a été renforcé, après 1983, avec la volonté de mettre en place, en Europe, des technopoles vouées à la recherche d'une économie se substituant aux industries disparaissant. L'objectif affiché : attirer des activités, des investisseurs. Pour les élus communistes, les grandes agglomérations, plutôt que de s'inscrire dans une logique de concurrence territoriale ont la responsabilité de maintenir la cohésion sociale, développer la citoyenneté et assurer la proximité, en s'appuyant sur le rôle incontournable des communes.

Quel rôle devrait donc jouer ces grandes agglomérations, ces métropoles, avec quels pouvoirs et quels moyens ?

Le fait urbain est bien, en 2013, une réalité. Partout dans le monde, le phénomène de métropolisation est là. En France, les grandes agglomérations gèrent les grands services urbains (l'eau, l'assainissement, les transports, la gestion des déchets etc...). De plus il apparaît nécessaire de doter les agglomérations des moyens nécessaires pour assurer un aménagement

du territoire cohérent avec les objectifs louables d'assurer un logement pour tous, de développer l'activité économique et l'emploi ou de préserver l'environnement. Cela implique que l'Etat assume ses responsabilités régaliennes. A Nancy, lors des dernières journées communautaires, les élus communistes de toutes les communautés urbaines de France ont exprimé avec force l'idée suivante : « ces métropoles doivent donc être pensées, non pas dans une perspective d'intégration forcée (...) mais dans une visée progressiste rapprochant les territoires, gommant les inégalités géographiques, sociales, économiques. »

Si l'on regarde l'évolution des différentes métropoles françaises, quelle différence y a-t-il dans leurs expériences, quels sont les enjeux pour demain ?

Nantes a une expérience singulière. A la démarche d'intégration forcée tentée dans les années 1970, s'est substituée une démarche d'intercommunalité de projet. C'est cette logique qui a prévalu lors de la création de la communauté urbaine en 2001, que nous avons approuvée. C'est encore celle-ci qui a guidé la création de pôles métropolitains, avec Saint-Nazaire et avec les autres grandes villes de l'ouest. Nous partageons cette idée de mise en réseaux de territoires sur la base de projets partagés. Or, dans le projet gouvernemental, l'idée de métropoles européennes dotées de pouvoirs renforcés inquiète. C'est ce qui est prévu à Paris, Lyon, Marseille ou Lille. Ce n'est pas la construction que nous connaissons à Nantes. L'un des enjeux essentiels est bien d'avoir des métropoles de projets plutôt que des métropoles concurrentes en Europe.

Vœu contre les licenciements boursiers

Région Pays de la Loire

Le conseil régional a adopté à l'unanimité des élus de gauche le 1^{er} février 2013 un vœu présenté par le groupe communiste contre les licenciements boursiers. En effet notre région n'est pas épargnée par les suppressions de postes à l'image d'Alcatel lucent à Orvault ou de RFS à Trignac.

« Pas une semaine ne se passe sans l'annonce de réductions d'activité, de fermetures de sites, de licenciements par des grands groupes industriels qui entraînent, dans leur chute, nombre de sous-traitants. **Ces plans de licenciements s'expliquent, entre autre, par la volonté de certains dirigeants de conserver des marges de profit suffisantes pour servir des dividendes accrus aux actionnaires.** Les travailleurs sont ainsi devenus la variable d'ajustement d'une économie de casino dont la seule règle est la rentabilité financière maximale, au détriment de l'économie de notre pays. La fermeture de certains sites d'activité n'a souvent pour autre motif que celui d'accroître la rémunération des actionnaires. Plusieurs centaines de manifestants, des Val d'Aucy, Sanofi, Goodyear, PSA... ont défilé du Ministère du travail à l'Assemblée Nationale, en soutien aux salariés de Virgin, pour réclamer une loi contre les licenciements boursiers.

« Le Conseil Régional des Pays de la Loire s'inscrit dans la démarche engagée par sept autres Conseils régionaux et demande qu'une loi soit adoptée pour interdire les licenciements opérés dans des entreprises ayant versé des dividendes à leurs actionnaires »

Les chiffres du CAC 40 sont éloquentes : quelle que soit la conjoncture économique, les dividendes versés aux actionnaires restent à des niveaux incroyablement élevés. Alors que les bénéfices nets de ces entreprises passaient de 65 milliards à 44,7 milliards d'€ entre 2008 et 2009, les dividendes ne baissaient que d'1,6 milliard passant de 36,7 à 35, 1milliards d'€.

Ces profits mirifiques n'empêchent pourtant pas les grands groupes de supprimer des emplois sur notre territoire et de délocaliser une partie de leur activité. C'est tout le secteur industriel qui souffre de suppressions d'emplois. **Il y a urgence à élaborer une véritable stratégie industrielle européenne, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la sidérurgie qui tiennent compte des mutations économiques et écologiques de notre société.** En région Pays de la Loire, des emplois sont aussi menacés par ces licenciements purement boursiers. D'autres en ont déjà été victimes, comme les "Technicolor". Le 16 février 2012, la majorité des sénateurs de gauche a voté, au Sénat, une proposition de loi visant à mettre un terme aux licenciements boursiers. Au regard des éléments exposés, de l'ampleur de la crise, de la menace qui pèse sur des dizaines de milliers d'emplois, le Conseil Régional des Pays de la Loire s'inscrit dans la démarche engagée par sept autres Conseils régionaux et demande qu'une loi soit adoptée pour interdire les licenciements opérés dans des entreprises ayant versé des dividendes à leurs actionnaires au titre du précédent exercice comptable, et d'obliger celles qui bénéficient d'aides publiques, à les rembourser dans le cas où elles contreviendraient à cette interdiction. » Ce vœu apparaît ainsi comme un signe significatif de l'engagement des élus régionaux communistes à créer la dynamique à gauche et à construire une alternative aux politiques d'austérité.

Près de chez vous

Couëron ; budget primitif

Lors du dernier conseil municipal couëronnais le groupe communiste a voté le budget primitif 2013. Il ne s'agissait pas cependant pour les élus communistes et républicains de faire abstraction du contexte économique et social. Soulignant les engagements et le programme sur lequel les habitants ont élu la majorité de gauche. Michel Lucas, porte parole du groupe déclarait que « Trop n'aboutiront pas. Quelques exemples : Construire des espaces polyvalents dans les nouveaux quartiers Métairie et Ouest centre-ville, aménagement du centre socioculturel Henri Normand après le départ de La Poste, construction d'une école publique maternelle et élémentaire dans le nouveau quartier ouest... »

Soulignant que l'aboutissement partiel de ce programme ne pourrait être accepté par nos concitoyens l'élu insiste en disant que « les promesses non tenues engendrent, et c'est légitime, un discrédit durable qui peut nourrir les pires aventures politiciennes extrémistes ». **Le groupe en a profité pour rappeler les divers engagements de l'Etat envers les collectivités actés par le gouvernement précédent et actuel qui provoquent une baisse significative des ressources communales.** L'élu de rappeler par ailleurs que l' « on pourra compter sur eux pour mettre également en valeur ce qui a été réalisé ».

Terminant sur une note combative le groupe a lancé un appel pour « qu'ensemble ils aillent, avec les concitoyens, frapper aux bonnes portes car l'austérité subie n'est pas fatale. C'est dans cet Etat d'esprit qu'ils étudieront les projets de « COUERON, ma ville en 2014 » et au-delà. »

Aide alimentaire : la Gauche unitaire européenne mobilisée

Le Conseil Européen du 7 et 8 février prochains doit décider du sort du fonds destiné à l'aide alimentaire.

Younous Omarjee député de la Gauche unitaire européenne, va remettre un rapport

au Parlement européen sur le projet de création d'un fonds d'aide aux plus démunis. « Cela va bien au-delà de la stricte question de l'aide alimentaire, insiste-t-il. Il serait incompréhensible que l'UE distribue des centaines de milliards d'euros aux banques et qu'elle ne puisse pas trouver les quelques milliards nécessaires pour venir en aide aux plus pauvres. » En ces temps où la crise s'aggrave, **ce serait à coup sûr une aggravation « du désamour entre les peuples de l'Union européenne et ses institutions ».** « Les 2,1 milliards d'euros prévus par ce nouveau programme ne permettraient pas de satisfaire les besoins, évalués entre 4 à 5 milliards d'euros par les banques alimentaires européennes. » Il ne reste que quelques jours pour convaincre sept États membres, et l'Allemagne, de sauver l'aide alimentaire européenne !

Ouvrons-là

Éducatons et formations pour tous !



Jules Ferry instaure l'école gratuite en 1881, l'instruction obligatoire et l'enseignement public laïc en 1882, jusqu'à l'âge de 13 ans. En 1959, la réforme Berthoin repousse la fin de l'instruction obligatoire à 16 ans. Mais tout ceci est-il

suffisant à l'heure où le niveau de diplômes requis pour occuper un emploi est de plus en plus élevé, et les perspectives socioprofessionnelles des élèves qui quittent le système scolaire sans diplôme avant l'âge de 16 ans se sont considérablement réduites ?

Les conséquences en sont aujourd'hui plus sérieuses qu'elles l'étaient il y a un demi-siècle où le quasi plein-emploi régnait. **Les bases communes de l'enseignement, de l'écriture aux mathématiques en passant par l'histoire, socle commun minimum pour que chacun puisse avoir les capacités d'analyses dans une société complexe se doivent d'être étendues.**

Ainsi l'enseignement général et la formation professionnelle peuvent être distingués, la première devant préparer à la deuxième mais en aucun cas, nous ne pouvons faire de l'éducation nationale un outil pour former de la main d'œuvre prête à l'emploi, et prête à être jetée une fois devenue obsolète grâce à une prétendue flexisécurité.

C'est pour cela qu'il nous faut proposer une alternative au processus engagé en 2000 à Lisbonne. **Refusons la création d'un marché de la connaissance avec la libéralisation de l'enseignement supérieur au niveau européen en créant un statut permettant l'accès à tous aux études supérieures.** Et dans le même temps, obtenons un véritable système de formation et de transmission des savoirs professionnels (parfois très spécifiques aux entreprises) qui ira de l'entrée dans la vie active jusqu'à la retraite.

Votre avis nous intéresse

Plusieurs mois après avoir lancé la nouvelle maquette des Nouvelles et conformément aux engagements pris lors du congrès départemental, nous aimerions avoir votre avis sur votre journal. Merci de bien vouloir prendre quelques minutes pour répondre à ce questionnaire.

La nouvelle maquette

Lisibilité :

Meilleure Sans changement Moins bonne

Titrage :

Meilleur Sans changement Moins bon

Illustrations :

Meilleures Sans changement Moins bonnes

Les pages

Veuillez numéroter par ordre croissant les pages qui vous intéressent le plus.

Actualités nationales-internationales Culture, Idées

Actualités locales Activité des élus

Dossier sur une thématique Vie du parti/section

Actualité sociale et des entreprises

Ce qui correspond à vos attentes sur ces pages :

.....
.....
.....

Ce que vous voudriez voir améliorer :

.....
.....
.....

Votre jugement global (les points forts, les points faibles)

.....
.....
.....
.....
.....

Vos suggestions

.....
.....
.....
.....
.....

Vous

Femme Homme Age :

Profession :

Adherent, association, syndicat, parti politique :

A retourner à : Questionnaire NLA - 41 rue des Olivettes 44000 Nantes

L'agenda

Judi 14 février : Réunion du comité local de la section de Saint-Nazaire à 18H00 au siège de la section

Vendredi 15 février : Hommage à Claude MILLOT à 11H00, caserne Cambronne au centre des impôts de Nantes.

Samedi 16 février : Hommage aux fusillés du Bêle à 10H30 au champ de tir du Bêle à Nantes.

Dimanche 17 février : Hommage aux républicains espagnols à 11H00 au cimetière de la Chapelle Basse Mer

Mercredi 20 février : Réunion du comité local de la section Loire et Sèvre.

Vite lu...

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdos Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE

